



■ République Française  
■ Département de l'Oise  
Arrondissement de Senlis  
Ville de Creil

■ Arrêté du maire n°SGA-AR-2025-556  
Dérogation provisoire à l'arrêté général du 16  
septembre 1994  
Modifié réglementant la circulation et le  
stationnement urbains

**La Maire de Creil,**

■ **Visas :**

-Vu les lois n°82-213 du 2 mars 1982 et n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiées relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
-Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L100-1 et suivants,  
-Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-1,  
-Vu le code pénal,  
-Vu le code de la route et notamment ses articles R325-12, R417-9, R417-11 et R417-12,  
-Vu l'arrêté municipal en date du 16 septembre 1994 modifié réglementant la circulation et le stationnement urbains

■ **Considérant :**

Que pour assurer la sécurité publique à l'occasion de travaux d'enfouissement de réseaux basse tension, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation rue Jean Jaurès à compter du 12 novembre 2025.

■ **Arrête :**

Article 1 : A compter du mercredi 12 novembre 2025 et ce jusqu'au vendredi 12 décembre 2025 inclus, la circulation et le stationnement subiront des restrictions rue Jean Jaurès.

Article 2 :

- une circulation strictement interdite dans la portion comprise entre la rue Pelloutier et la rue de l'Union avec déviation par les rues adjacentes  
- un stationnement interdit entre les numéros 39 et 73 de la rue et selon l'avancement et les nécessités du chantier

Article 3 : Une signalisation réglementaire, posée à la diligence de l'entreprise chargée des travaux, portera ces dispositions à la connaissance des usagers.

Article 4 : En cas de non-respect de cet arrêté, il pourra être procédé à la mise en fourrière des véhicules gênants par les autorités compétentes dans les conditions prévues par les articles R325-12 et suivants du Code de la Route.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, et transmis à :

- M. le commissaire de police
- M. le chef du centre de secours

Puis affiché par voie électronique sur le site officiel de la Ville de Creil.

Article 7 : Monsieur le commissaire central, chef de la circonscription de sécurité publique de Creil, madame la directrice générale des services techniques, monsieur le directeur de la tranquillité publique et monsieur le chef de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens sis - 14 rue Lemerchier - 80011 Amiens cedex 01 dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle il est devenu exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application telerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Creil, le 3 novembre 2025

Pour la maire et par délégation  
La directrice générale des services  
techniques

Marie-Claire GIBERGUES



Date de notification :

**07 NOV. 2025**

Date de transmission au représentant de l'Etat (pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT) :

Date de publication sous forme électronique sur le site de la Ville :

**07 NOV. 2025**